



# ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

Maintien de l'ordre lors des jeux Olympiques d'été de 2024 organisés à Paris

Question écrite n° 10761

## Texte de la question

M. Jérôme Buisson attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur et des outre-mer sur le maintien de l'ordre lors des jeux Olympiques d'été de 2024. Dans un an, Paris accueillera les jeux Olympiques. Cependant, leur préparation et leur organisation posent de grandes questions concernant la sécurité. Selon un sondage Harris Interactive, seulement 22 % des Français se disent confiants sur la capacité du Gouvernement à organiser ces Jeux. La question de la sécurité se pose de façon particulièrement aiguë lors de la cérémonie d'ouverture, qui pourrait rassembler près de 600 000 personnes et pouvant être le théâtre de nombreux méfaits allant de simples faits de délinquance ordinaire jusqu'à l'attentat terroriste. Face à ces menaces, on doit souligner les difficultés que l'on rencontre en matière de moyens : il manquerait environ 20 000 agents de sécurité, selon le secrétaire général du Groupement des entreprises de sécurité. Alors que le Gouvernement veut être rassurant sur ce point, il ne faut pas oublier la mauvaise gestion et les violences qui en ont résulté lors de la finale de la Ligue des champions organisée le 28 mai 2022 dans le Stade de France. Alors qu'en septembre 2023 la France accueillera la Coupe du monde de rugby, la question de la sécurité des riverains, des touristes et des sportifs doit être au cœur de l'organisation de ces festivités. Il lui demande donc comment il compte éviter la répétition du fiasco qu'a été l'organisation de la finale de la Ligue des Champions et plus spécifiquement résoudre les problématiques de recrutement des agents de sécurité.

## Données clés

**Auteur :** [M. Jérôme Buisson](#)

**Circonscription :** Ain (4<sup>e</sup> circonscription) - Rassemblement National

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 10761

**Rubrique :** Sécurité des biens et des personnes

**Ministère interrogé :** Intérieur et outre-mer

**Ministère attributaire :** [Intérieur et outre-mer](#)

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [1er août 2023](#), page 7171

**Question retirée le :** 11 juin 2024 (Fin de mandat)